

<https://www.pressegauche.org/Budget-et-financement-des-services-publics-Le-gouvernement-doit-recupere-r-1>



Budget et financement des services publics - Le gouvernement doit récupérer l'argent des paradis fiscaux



(SPGQ)

Date de mise en ligne : vendredi 15 mars 2019

- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

QUÉBEC, le 15 mars 2019 - Le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec rappelle que le gouvernement québécois perdrait au moins 800 millions \$ par an dans les paradis fiscaux. Le gouvernement québécois doit faire plus pour mettre fin à cette situation qui a des conséquences directes sur les services offerts à la population, estime le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ).

Alors que le gouvernement envisage une fois de plus de réduire ses dépenses dans son prochain budget, la lutte aux paradis fiscaux permettrait plutôt d'apporter de l'argent neuf dans ses coffres.

« Depuis plusieurs années, les gouvernements répètent qu'ils n'ont supposément pas les moyens de financer les services publics. Ils veulent ensuite réduire les dépenses pour assainir les finances publiques. Or, lutter massivement contre les paradis fiscaux permettrait d'y réinvestir massivement », indique Richard Perron, président du SPGQ.

Le gouvernement du Québec possède toute la latitude nécessaire pour agir. En novembre 2017, il avait même diffusé un plan d'action destiné à lutter contre les paradis fiscaux. Des solutions existent comme l'imposition des entreprises sur la base du lieu où elles génèrent des profits plutôt que sur celui où elles les déclarent.

« Selon plusieurs experts et organismes, les mesures appliquées par les gouvernements du Québec et du Canada sont souvent insuffisantes, ajoute M. Perron. Il est temps de mettre fin à cette situation plutôt que de rogner dans les services à la population. »

Miser sur le personnel professionnel

Le personnel professionnel de Revenu Québec peut contribuer à récupérer ces sommes dans les poches des mieux nantis qui ne paient pas leur juste part. Leur travail permettrait aux Québécoises et aux Québécois de bénéficier de services publics de haute qualité, sans avoir à payer davantage d'impôt.

Revenu Québec doit cependant offrir des conditions de travail avantageuses pour espérer attirer de bons éléments dans ses troupes. Actuellement, l'agence peine toujours à recruter et retenir le personnel de son groupe d'intervention spécialisé en planifications fiscales internationales.

« Les professionnelles et professionnels ayant l'expertise pour manoeuvrer dans cet univers fiscal, juridique et comptable sont très recherchés, tant par l'Agence du revenu du Canada que par les cabinets privés. Pour les attirer et les retenir, Revenu Québec doit démontrer qu'il est un employeur de choix et proposer des conditions plus avantageuses », conclut M. Perron.